



2 ans après Fukushima...

SORTIR DU NUCLÉAIRE, C'EST URGENT !



Tract édité par les comités NPA de l'Eure – Mars 2013

Tchernobyl en 1986, Fukushima en 2011... et la guerre au Mali pour préserver l'approvisionnement en uranium de « nos » centrales..., l'industrie nucléaire présente un risque inacceptable pour l'humanité.

Des pays comme l'Allemagne ont décidé une sortie progressive du nucléaire. Pourquoi pas en France ?

Avec le nucléaire, pour cause d'erreur humaine, de tremblement de terre, d'accident d'avion, d'attentat ou de guerre..., il n'y a pas de risque zéro. Et en cas d'accident, les conséquences sont désastreuses pour les populations et les zones contaminées pour des générations, sans compter les déchets radioactifs ingérables.

Il faut sortir du nucléaire totalement et au plus vite. D'autant que sur les 58 réacteurs en activité en France, 20 ont plus de 30 ans, et 20 autres les auront dans les 5 années à venir.

Contrairement à ce qu'on nous serine, sortir du nucléaire ne signifie pas soit retour à la bougie soit recours massif aux combustibles fossiles (charbon...), réchauffement climatique à la clé. A condition d'opérer une véritable révolution énergétique, impossible sans d'abord mettre en place un grand service public de l'énergie.

Alors, au lieu d'engloutir des milliards dans de nouveaux réacteurs EPR, on pourrait financer un grand plan de réduction de consommation d'électricité : isolation des constructions neuves et anciennes, économies d'énergie et développement des énergies renouvelables.

Le 9 mars, le réseau « Sortir du Nucléaire » organise une chaîne humaine de la Défense à Bercy sur 35km, pour l'arrêt du nucléaire civil et militaire.

Le 9 mars, rejoignez le NPA devant l'Assemblée Nationale !

**Tous à Paris pour sortir du nucléaire
le samedi 9 mars à 13h30**

à l'appel de nombreuses organisations pour former
une chaîne humaine (www.chainehumaine.org)

Des départs groupés sont organisés. Nous contacter.



LES REVENDICATIONS IMMÉDIATES DU NPA

Nous exigeons :

- × Décision immédiate de sortie du nucléaire en 10 ans maximum
- × Sauvegarde des emplois et des statuts des salarié-e-s du nucléaire; intégration de tous les sous-traitant-e-s et intérimaires dans un service public de l'énergie
- × Arrêt immédiat des réacteurs les plus anciens et les plus dangereux, à commencer par Fessenheim
- × Arrêt immédiat des nouveaux projets, en France (Flamanville, Penly...) et à l'étranger
- × Arrêt de tous les projets d'enfouissement des déchets radioactifs (notamment Bure)
- × Arrêt de la fabrication d'armes nucléaires et désarmement unilatéral
- × Réorientation des budgets de la recherche vers l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et arrêt d'ITER
- × Lancement immédiat d'un programme d'investissement massif dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

Pour prendre contact avec nous

NOM, PRENOM : _____ TEL : _____

ADRESSE : _____ E-MAIL : _____

A retourner à : Philippe THOUEMENT, conseiller municipal, 9 bis, rue du 11 novembre - 27400 Louviers

☎ 06 88 16 08 65

✉ npa-27@hotmail.fr

Site : bulletindestrailleurs.over-blog.com



Chantage sur les salaires au nom de l'emploi...

ON PEUT BLOQUER LA MACHINE INFERNALE !

Le patronat mène au pas de charge son offensive de démolition sociale

Le bilan est terrible : un millier d'usines fermées depuis trois ans, auxquelles il faut ajouter des centaines de milliers de salarié-e-s victimes de licenciements « secs » ou « déguisés », notamment sous le couvert de « rupture négociée de contrat ».

Partout c'est le même chantage à l'emploi pour peser sur les salaires et les conditions de travail, sous prétexte de compétitivité.

Le Medef a l'appui sans faille de Hollande et de son gouvernement

À l'automne, le grand patronat recevait 20 milliards d'allègements fiscaux pour chacune des années à venir. Aujourd'hui le gouvernement décide de transposer en loi l'accord national interprofessionnel (ANI) signé en janvier par le Medef et trois syndicats minoritaires (Cfdt, Cgc, Cftc) sur la soi-disant « sécurisation professionnelle ».

Cet ANI est notre ennemi !

Par exemple, on pourrait être licencié pour refus de voir sa rémunération baisser ! La baisse de salaire que pourrait imposer l'entreprise n'est même pas limitée et elle pourrait s'accompagner d'une augmentation du temps de travail. Chaque salarié devrait signer lui-même son acceptation sous peine de licenciement. La mobilité à l'intérieur de la société, ça serait comme le patron le sent. Les procédures de licenciements seraient aussi simplifiées... Voilà une belle arnaque ! On demande des sacrifices à ceux qui ont du boulot, la situation de ceux qui aimeraient bien en avoir se dégrade, et les marchés financiers se frottent les mains...

L'impasse du dialogue social sans rapport de forces

Hollande et Ayrault voulaient du « dialogue social ». On voit aujourd'hui le piège : en l'absence de mobilisation, englué les organisations syndicales

ANI : ENFIN UN ACCORD MAJORITAIRE
ON EST TOUS CONTRE !!!



dans des parlottes sans fin où c'est avant tout le patronat qui pose ses revendications.

Il n'y a pas de fatalité

C'est ce qu'essaient de démontrer les secteurs les plus combatifs, qui travaillent à la convergence des luttes, seul gage de

réussite : manifestations communes, rencontres entre grévistes PSA et Renault, rassemblement avec les Goodyear...

Les confédérations syndicales n'ont jusqu'à maintenant pas eu de rôle moteur dans ces actions. La CGT, FO, la FSU et Solidaires appellent à une journée d'action le 5 mars. Ce doit être le rassemblement de tous les salariés en lutte, le rassemblement de tous les mécontentements, des révoltes, une démonstration de force. Mais il faudra pousser plus fort que ça pour les faire reculer.

Le Medef ne doit pas faire la loi !

Manifestation départementale

Mardi 5 mars, 11h

Bourse du Travail, rue de l'Ardèche à Evreux

Chaque semaine lisez



l'hebdo du NPA, en vente auprès des militant-e-s
au prix de 1,20 €